

# L'expérience unique de la ZAD : réflexions de chercheurs engagés

**Michèle Riot-Sarcey**

Historienne, professeur émérite à l'Université Paris 8

**Jean-Louis Laville**

Professeur d'économie sociale et solidaire, CNAM, Paris

**Anne Salmon**

Professeur de sociologie, CNAM, Paris

Dans cet article, trois chercheurs engagés, dont deux signataires d'un « appel pour un projet coopératif d'avenir qui respecterait le bien commun et la biodiversité et permettrait une désescalade à Notre-Dame-des-Landes » (Médiapart, 2018)<sup>1</sup>, livrent une réaction à partir de leur perspective propre sur le témoignage des zadistes présenté dans ce même numéro (ref. à l'article « Changer de monde ? La contribution de la ZAD »).

## Réaction de Michèle Riot-Sarcey

### Les chemins retrouvés de l'émancipation

Démonstration unique d'une pratique utopique « réelle », la ZAD se donne à comprendre à travers ce texte comme un terrain de résistance, d'apprentissage du travail collectif et d'expériences dont on perçoit tous les enjeux présents, en même temps que le devenir d'une communauté libre en constante redéfinition. La fragilité même des habitats, la gestion du travail agricole, l'invention au quotidien d'un mode de vie alternatif, démontrent à la fois l'intolérance des pouvoirs en place et la résistance des zadistes. L'ensemble redonne goût à l'idée même de démocratie en acte, inconciliable avec un gouvernement dit représentatif. L'idée, ou l'idéal, résiste en s'opposant aux normes imposées, tel est le sens de l'utopie à l'œuvre. Par définition, intempestive, cette utopie

---

<sup>1</sup> Ce texte a été envoyé le 24 avril 2018 au Président Macron, au Premier Ministre Edouard Philippe, au Ministre Nicolas Hulot et à la préfecture de Nantes, ainsi qu'au mouvement à la ZAD. L'appel est présenté dans le lien suivant mais seulement les premiers signataires sont mentionnés. Au final, l'appel a rassemblé une quarantaine de signataires : <https://zad.nadir.org/spip.php?article5706>

réelle reste incompatible avec l'ordre existant quel qu'il soit. Sa fonction concrète et critique, remise en œuvre au quotidien face à l'adversité d'une hiérarchie sociale ordonnée suivant les règles de la propriété privée, nous rappelle le monde dans lequel nous vivons et au sein duquel les pratiques alternatives ne peuvent se stabiliser que dans un temps éphémère.

Nous avons perdu la force de cette puissance critique en perdant la trace des chemins de l'émancipation. Aujourd'hui les idéologies n'ont plus cours et nous en percevons maintenant les effets délétères. Car longtemps, ces idéologies de tous bords ont bercé d'illusions une population que l'on disait conduite par les avant-gardes. En dévoilant la réalité nue, qui laisse le plus grand nombre démuné face aux ravages du néolibéralisme, leur faillite associée à l'effondrement de l'idée même du socialisme d'État, nous permet d'accéder au vrai des choses dans une épreuve de vérité en actes sans précédent. Le progrès technique et technologique, la croissance à n'importe quel prix, font place à une réflexion sur l'autre volet du progrès, celui de l'humain, vanté en son temps par Condorcet, un progrès resté jusqu'alors dans l'ombre de la force des choses, au service desquelles, tout au long du XXe siècle, l'homme fut placé sans grand espoir de sortir de cet assujettissement. Le XXIe siècle s'ouvre sous d'autres auspices ; l'irréversibilité du néolibéralisme mis au service d'un capitalisme financier contient des failles le long desquelles se glissent des incises résistantes. Les expériences comme la ZAD en sont l'expression la plus patente. À travers leurs difficultés, leurs constructions éphémères, leurs doutes nous renouons par les zadistes, avec une tradition oubliée, celle des associations, à l'échelle locale, sans lesquelles toute idée d'émancipation apparaît vaine. En effet, trop longtemps, au cours du XXe siècle en particulier, l'idée que la prise du pouvoir d'État devait précéder l'expérimentation de l'émancipation individuelle et collective, a laissé croire qu'il n'y avait d'émancipation possible que par la médiation d'une élite éclairée, seule à même de tracer le chemin à venir d'une émancipation de masse.

Ainsi a-t-on oublié les expériences historiques nombreuses, associatives pour la plupart, qui, au XIXe siècle notamment, ont cherché, à l'encontre de l'ordre imposé par un libéralisme triomphant, à s'auto-organiser, non seulement pour se défendre, mais également pour imaginer un autre monde, une autre manière de vivre. Sous l'influence d'un utopiste comme Robert Owen par exemple, avant que naissent les *Trade Unions*, des ouvriers anglais et des ouvrières sans aucun droit ont su s'organiser et monter des coopératives dont les traces furent, peu à peu, effacées au profit des grandes organisations et structures légales, permettant certes d'acquérir des droits, mais laissant de côté, ou reportant, les pratiques individuelles et collectives émancipatrices, dont l'apprentissage était nécessaire au devenir autre. En France, les associations, dont les sociétés de secours mutuel sont les prémices, les expériences concrètes permirent de croire au socialisme réel à l'échelle du territoire,

comme au niveau des quartiers. Eugène Varlin, membre de la Commune de Paris, en est un des représentants les plus vrais. De son point de vue, la liberté individuelle, inséparable de la liberté collective, participait de la construction du socialisme, à partir d'un apprentissage de l'émancipation au sein de collectifs populaires. L'idée, longtemps oubliée, renaît aujourd'hui à travers des expériences comme la ZAD, mais aussi des petits collectifs qui résistent à leur manière en France notamment sur le Plateau du Limousin par exemple, ou ailleurs en Espagne comme en Amérique latine

## Réaction de Jean-Louis Laville

### De l'insurrection au dialogue conflictuel avec les institutions

Le débat organisé avec les participants à la ZAD loin de nous asséner des certitudes militantes met en évidence un engagement ouvert, alimenté par la réflexion collective, qui explicite les questionnements actuels et les interactions avec les pratiques. L'inventivité au quotidien qui s'y manifeste renvoie à celle qui se vit dans de multiples expériences du monde. Mais en même temps, elles demeurent largement invisibilisées.

Pour prolonger ce qui est écrit plus haut, cette injustice a des racines historiques, elle est d'abord due à ce que la mémoire des démarches associationnistes a été oubliée. Celles-ci étaient nées de la contradiction entre les principes démocratiques d'une part, le maintien de l'exploitation économique et de l'oppression politique d'autre part. Caractérisées par leur combinaison d'auto-gouvernement, d'entraide et de revendication, elles rassemblent dans un même élan la production gouvernée par le travail et les secours mutuels, les discussions dans les clubs et les manifestations dans les rues. Mais dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'évolutionnisme s'impose et sépare ce qui au départ était rassemblé. Le mouvement social s'autonomise en ayant principalement recours au registre de la revendication de masse ; l'économie sociale se centre sur la mise en place d'organisations et d'entreprises non capitalistes à travers les statuts de mutuelles, coopératives puis d'associations sans but lucratif. Dès lors la dissociation des sphères économique, sociale et politique occulte les tentatives débordant leurs frontières. Quant à l'histoire officielle, elle caricature l'associationnisme. Ainsi Friedrich Engels oppose la naïveté de ce socialisme utopique, donc à ses yeux infantile, à la maturité du socialisme scientifique. Certes, cette interprétation est aujourd'hui en crise profonde, mais elle a si longtemps dominé qu'elle a laissé des traces encore gênantes pour saisir les enjeux des émergences.

Dans l'imaginaire collectif le mythe d'un avenir radieux résultant du renversement de l'ordre établi continue à invalider nombre d'actions existantes comme celle de la ZAD, accusées d'être trop minuscules au regard de la domination exercée par le système. Cette vision du changement assimilée à un arrachement empêche de penser les transitions et les intrications entre

**Photo 1 – Bibliothèque du Phare, roses et Zapata sur la ZAD**

Crédit : Anne Salmon.

différents répertoires d'action. Le mouvement social a été principalement appréhendé dans les trois quarts du XX<sup>e</sup> siècle à travers les protestations et les activités syndicales. Les « nouveaux » mouvements sociaux de la fin du siècle ont mis en exergue les thématiques des droits et les identités des minorités. Les mouvements contemporains sont pour beaucoup différents, ils ne se contentent pas de manifester et de défendre des groupes discriminés. Sans renoncer à ces pratiques, ils réactualisent l'associationnisme par leur volonté de les inscrire dans un territoire et de défricher les conditions d'une autre économie. De ce point de vue la ZAD converge avec le Mouvement des Sans-terre au Brésil ou la rébellion zapatiste au Chiapas. Comme dans toutes ces initiatives en cours sur la planète, il s'agit d'explorer des hybridations entre implication citoyenne et économie solidaire. Ces innovations démocratiques qui mixent luttes et constructions concrètes sont d'autant plus importantes que nous rentrons dans une période de danger. Devant l'échec de ses politiques, la technocratie modernisatrice peut entamer son tournant autoritaire ou être débordée par des idéologies extrémistes. On le voit déjà dans plusieurs continents, du Brésil à l'Italie et la Pologne des gouvernements mélangent protectionnisme ethno-national, inspiration néolibérale maintenue, conservatisme sur le plan des mœurs et de la culture. Derrière la promesse de sécurité que les pouvoirs se situant dans cette logique mettent en avant, se profile l'éventualité de situations incontrôlables. Elles sont d'autant plus inquiétantes

que les stratégies correspondantes exacerbent la haine de l'autre, encouragent le recours à la violence, alimentent la peur.

Dans ce contexte, les innovations démocratiques, y compris les plus modestes, prennent un relief particulier. Au lieu de les condamner parce qu'elles seraient trop restreintes, il convient de les considérer comme constitutives d'un patrimoine précieux.

Pendant, pour qu'elles soient véritablement reconnues, il importe de remettre en cause un autre argument conformiste selon lequel tout processus d'institutionnalisation conduirait à la normalisation. Certes, le pari d'entrer dans un dialogue constructif et conflictuel avec les autorités publiques est risqué. Les acteurs en sont conscients. Ils voient bien les pièges dans le refus des projets collectifs, la sélection des projets individuels sur la base de leur « crédibilité », le cantonnement dans des baux précaires. Toutefois, il serait simpliste de conclure à une inévitable récupération. La démocratie insurgée<sup>2</sup> fait preuve de capacité instituante. La complexité de l'affrontement entre institué et instituant vaut donc la peine d'être décryptée. Autour de ce sujet, des coopérations peuvent être envisagées avec la recherche. Pas une recherche qui jugerait de l'extérieur à partir de critères plaqués, pas une recherche qui dénoncerait l'échec de toute illusion d'alternative, mais une recherche qui travaille sur l'ambiguïté de la situation actuelle, par exemple en s'interrogeant avec les acteurs concernés sur les modalités d'évaluation des projets : confirment-elles que le processus proposé est un alibi pour éliminer progressivement les occupants ou, au contraire, ouvrent-elles à une enquête sociale au sens de John Dewey<sup>3</sup> permettant d'élaborer des propositions originales ?

En tout cas, au moment où le modèle productiviste s'avère à bout de souffle, accentuant les inégalités et dégradant toujours plus la nature, l'expérimentation d'autres façons de cultiver, de travailler, d'habiter dans un territoire rural, est urgente et légitime. Ce qui a été accompli à la ZAD et ce qui peut l'être dans le futur est plein d'enseignements pour l'élaboration d'une indispensable transition écologique et solidaire.

## Réaction d'Anne Salmon

### La ZAD de Notre-Dame-des-Landes : le grand détournement

Les zadistes seraient-ils plus royalistes que le roi en matière de néolibéralisme ? La provocation mérite d'être examinée si, comme on le sait, la doctrine incite les salariés à supporter des revenus de plus en plus bas, les réductions du pouvoir d'achat et donc de la consommation, mais aussi la flexibilité, la mobilité. Sur certains de ces points, la ZAD NDdL est dans les clous : les zadistes sont flexibles et polyvalents ! Mieux, eux aussi ont une vision critique de l'Etat et

2 Terme emprunté à Abensour (1988)

3 Dewey, J., 1967, *La théorie de l'enquête*, Paris, Presses Universitaires de France

des administrations publiques. Eux aussi exigent une autre voie que la route de la servitude.

Alors que demandent les pouvoirs en place ? N'ont-ils pas la société qu'ils espèrent ? Moins d'État, plus de souplesse pour plus d'innovations sociales et de liberté économique. À Notre-Dame-des-Landes, les prix sont libres et la « gouvernance » est participative ! N'ont-ils pas cherché ce que les habitants réinterprètent ? Travailler en vivant dans des logements de fortune... comme certains sous-traitants ? Prendre un job sous-qualifié... comme ces étudiants qui obtiennent des stages à rallonge après leurs études ? Travailler sans fiche de paie... comme ceux qui bossent au noir ? Ne pas trop compter sur sa couverture sociale... comme ceux qui la voient se rétrécir ? La liste des provocations serait longue.

Tout ceci pourrait séduire les promoteurs de l'existence néolibérale qu'ils réservent à une frange importante de citoyens. S'inquiètent-ils des personnes qui sont à la rue et dorment dans des abris insalubres faits de cartons ? Telle est la figure de la marginalité humiliée. Elle est tolérée à condition d'être la preuve vivante que si l'on ne s'engage pas dans la lutte des places, on sombre. Alors, pour ne pas risquer la chute, il est conseillé d'endurer les sacrifices pour une performance économique et sociale à l'horizon des efforts. Sacrifices utiles pourquoi ? Pour faire baisser le coût du travail et augmenter la compétitivité. Telle est à peu près la réponse dans un contexte d'augmentation des inégalités.

À partir du moment où les soi-disant « plus faibles » relèvent la tête (et, c'est vrai, parfois les poings) et commencent à s'organiser pour d'autres finalités que celles imposées, voilà que ça coince. Ce d'autant plus que les revendications s'ancrent dans des expérimentations. Résultat : un foisonnement d'initiatives imbriquées dans une multitude de manières de vivre. La flexibilité si vivement critiquée devient une expérience possible mais pour réduire le temps de travail dirigé par d'autres ; la diversité des métiers, pourquoi pas, mais pour des activités désirables ; la participation, naturellement, mais pour des projets

#### Photo 2 – Sieste de cochons sur la ZAD



Crédit : Anne Salmon.

choisis collectivement ; la mobilité, soit, mais dans des espaces inattendus non balisés par les grandes entreprises ; l'imprévu, peut-être, mais pas au sens de la précarité comme l'entendent ceux qui veulent en tirer profit ; l'habitat hors norme, sans doute, mais pour une vie qui ne s'organise pas sur le modèle du hall de gare.

Sur quels critères estimer ces initiatives très inhabituelles pour la pensée classique qui a institué la sacro-sainte lutte contre la nature et contre le sens commun ? Il est évident qu'avec les indicateurs classiques, les projets ne tiendront probablement pas la route sauf si une volonté politique se précise dans la durée pour reconnaître le hors norme. Il faudra donc continuer d'être inventif, car l'évaluation comporte un enjeu politique majeur : celui de ne plus subir les problèmes définis par d'autres en fonction de solutions prêtes à l'emploi afin d'avancer et de légitimer de nouvelles solutions au regard de problèmes redéfinis par ceux qui les vivent. Et si les conservateurs avaient peur de « l'efficace » de ces expérimentations ? S'ils s'acharnaient, y compris en exacerbant les conflits, à les voir échouer. C'est en ce sens que la bataille doit se situer sur la réussite de cette diversité d'activités et sur les critères adaptés pour les estimer.

On a souvent mis en avant la capacité de récupération des idées contestataires par le capitalisme. Les ruses allant en sens inverse sont aussi perceptibles. Les Zadistes opèrent un grand détournement qui inquiète : avec d'autres, ils montrent que certaines idées, celles d'autonomie, d'expression de soi, de participation, d'innovation, si présentes dans les discours managériaux, sont retravaillées pour en faire autre chose dès lors qu'elles s'articulent à la critique de l'épuisement des hommes et de la nature. Alors, ici, est-ce encore le capitalisme qui instrumentalise la contestation ? N'est-ce pas plutôt, la critique qui recycle et se joue de ses poncifs ?

## Pistes de lecture

Abensour, M. (1988). *La passion d'Edward P. Thompson, présentation de : Thompson, E. P., La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Gallimard Le seuil, p. VII

G. Azam (dir.). Menace de chaos écologique et projets d'émancipation (p. 293). In J.-L. Laville et J.L. Coraggio, *Les gauches du XXI<sup>e</sup> siècle. Vers un dialogue Nord-Sud*. Lormont : Le Bord de l'eau.

M. Gribaudi (2014). *Paris ville ouvrière, 1789-1848, une histoire occultée*. Paris : La Découverte.

J.-L. Laville (2016). *L'économie sociale et solidaire. Pratiques, théories, débats*. Paris : Seuil.

J.-L. Laville (2017). *Mouvements sociaux et économie solidaire*. Desclée de Brouwer.

M. Riot-Sarcey (1998). *Le réel de l'utopie*. Albin Michel.

M. Riot-Sarcey (2016). *Le procès de la Liberté*. Paris : La Découverte.

J. Rougerie, E. Varlin (à paraître, 2019). *Aux origines du mouvement ouvrier ? Le Détour*.